

POLITIQUE

politique.union@sonapresse.com

RPM : Barro Chambrier et les siens au secours de Jean-Rémy Yama

Yannick Franz IGOHO
Libreville/ Gabon

COMME il fallait s'y attendre, la récente incarcération du président de la centrale syndicale Dynamique unitaire (DU), Jean-Rémy Yama – dans le cadre de l'affaire SCI Serpentin – continue d'alimenter l'actualité. Non pas que dans les rangs de la société civile. Pour preuve, le Rassemblement pour la patrie et la modernité (RPM) d'Alexandre Barro Chambrier y a consacré son Conseil exécutif, tenu jeudi dernier. Occasion pour ce dernier et les siens de subodorer derrière la détention préventive de l'incriminé des relents juridico-politiques.

"Le RPM s'étonne que l'intéressé ait été interpellé au moment de prendre l'avion, alors que rien n'indiquait qu'il avait l'intention de se soustraire à la justice. Par ailleurs, le RPM s'étonne également qu'il soit de nouveau poursuivi pour les mêmes faits, dans une affaire déjà classée sans suite par le même tribunal", a déclaré son secrétaire exécutif, Faustin Laurent Bilie Bi Essone. Non sans soupçonner un complot ourdi, par des mains tapies dans l'ombre, contre l'enseignant-chercheur. "Le RPM



Le secrétaire exécutif du RPM donnant lecture du communiqué final du dernier Conseil exécutif.

constate que Jean-Rémy Yama fait régulièrement l'objet de harcèlements, d'arrestations et de détentions arbitraires, dans le but inavoué d'entraver son action syndicale. Cette pratique, de plus en plus récurrente, est de nature à créer un climat de terreur qui porte atteinte à la paix sociale dans notre pays", a-t-il ajouté. "(...) Le RPM exige la libération immédiate et sans condition de Jean-Rémy Yama, dont la place se trouve auprès de ses médecins

traitants que dans une sinistre cellule de la prison centrale de Libreville", soutient-il. Pour rappel, le dirigeant syndical a été interpellé dimanche dernier, alors qu'il s'apprêtait à prendre un vol à destination de Dakar pour y subir des soins médicaux. Puis, placé en détention préventive 48 heures plus tard pour présomption d'escroquerie et détournement à la suite de quatre plaintes déposés par ses collègues enseignants.

PDG : en action pour 2023 dans le 3e arrondissement

Frédéric Serge LONG
Libreville/Gabon

LA 4e édition de la séance fédérale d'études politiques du Parti démocratique gabonais (PDG), dans le 1er siège du 3e arrondissement de la commune de Libreville, s'est tenue le samedi 5 mars dernier. Objectif: permettre aux gestionnaires des structures de base (secrétaires de sections et de comités, membres du Conseil national et du comité central) de s'approprier les outils pour l'instruction et à l'éveil des militants. Organisées simultanément sur l'ensemble des 3 fédérations du 1er siège du 3e arrondissement, ces assises, avec pour thème: "le militant et la militante pédagogue en action pour 2023", étaient coordonnées par le vénérable sénateur Flore Mistoul Yame. "Le nouveau style de travail impulsé par les plus hautes autorités, en tête desquelles le distingué camarade Ali Bongo Ondimba, nous amène à une plus grande responsabilité individuelle et collective de parfaire, consolider

et sécuriser notre organisation en assurant une montée en puissance de nos structures de base", a-t-elle indiqué.

Des militants revitalisés et régénérés pour 2023 qui, de son point de vue, sont le gage d'une victoire cash pour les prochaines échéances électorales et la garantie d'une performance maximale individuelle et collective. Pour cela, les thèmes de réflexion de cette 4e fédérale d'études politiques ont porté sur la loyauté et la sincérité au parti, les méthodes d'apprentissage des actions de terrain, le sens à donner à l'action du distingué camarade président du parti, etc.

"Les militants en action sont ceux qui rendent les populations heureuses et qui donnent envie aux non-pédagogues de rejoindre notre grand parti, qui créent des relations harmonieuses, permettent à chaque militant au sein des fédérations de donner le meilleur de lui-même et à toute la fédération de produire la meilleure performance politique", a ajouté Flore Mistoul Yame.



Une vue des échanges avec les cadres du parti et les militants de l'une des trois fédérations.

Miroir du gouvernement

Vivement la stratégie de sortie !

SELON toute vraisemblance, on s'achemine vers un allègement voire une levée de certaines mesures anti-Covid-19. Et pour cause, du communiqué final du Conseil des ministres présidé vendredi dernier par le chef de l'État, Ali Bongo Ondimba, il ressort en effet que "le président de la République a instruit le gouvernement de lui proposer, dans les meilleurs délais, une stratégie permettant, d'une part, d'encourager davantage les populations à avoir un schéma vaccinal complet et, d'autre part, d'alléger considérablement ou lever certaines mesures barrières telles que le couvre-feu et la limitation du nombre de personnes participant aux cérémonies".

De ce fait, Rose Christiane Ossouka Raponda et l'ensemble des membres de son équipe sont tenus à élaborer, de

manière concrète, des mécanismes devant permettre, autant que possible, aux populations, de retrouver progressivement "le monde d'avant". Un retour progressif, synonyme de sortie de crise, qui ne saurait se confondre à un "laisser-aller", car la prudence doit être de mise au vu des augmentations épisodiques de cas positifs. Pour autant, d'aucuns attendent presque avec impatience la stratégie gouvernementale. D'autant plus qu'au regard de la situation épidémiologique dans notre pays, caractérisée par une forte tendance baissière, rien ne saurait justifier, de la part du gouvernement, toute forme de réticence ou lenteur à lever certaines mesures barrières. D'autant plus que dans le même temps, à l'échelle planétaire, des nations beaucoup plus peuplées que la

nôtre, qui ont été davantage affectées par la pandémie que le Gabon, se départissent des restrictions sanitaires. Avec ceci qu'un peu partout dans notre pays, les populations semblent s'être accommodées à l'idée de vivre avec le coronavirus. Car, tout compte fait, le gouvernement ne peut pas indéfiniment maintenir les mesures actuelles de lutte contre la Covid-19. Surtout que depuis deux ans, les populations n'ont que trop souffert de celles-ci. Bref, comme qui dirait, la balle est dans le camp du gouvernement.

J.KOMBILE MOUSSAVOU